

**Consultation publique de la Commission de régulation de l'énergie du
25 novembre 2013 relative à la tarification des prestations annexes réalisées à
titre exclusif par les gestionnaires de réseaux de distribution d'électricité.
Contribution du Syndicat Intercommunal de Gestion des Energies de la Région
Lyonnaise (SIGERLy)**

Question 1 : Etes-vous favorable à la reconduite du principe d'indexation des prix des prestations annexes sur l'inflation ?

Le SIGERLy n'est pas défavorable à la reconduite du principe d'indexation des prix des prestations annexes sur l'inflation. Toutefois au vu des éléments présentés, il est difficile d'apprécier si cet indicateur est le mieux adapté aux contenus des prestations annexes.

Question 2 : Estimez-vous que certaines prestations devraient bénéficier d'une tarification particulière ? Si oui, lesquelles et pourquoi ?

Le SIGERLy estime que les prestations annexes suivantes devraient bénéficier d'une tarification particulière :

1. Concernant les prestations annexes qui font l'objet de délais « standard » ou « maximum » et précisent un nombre de jours ouvrés, le SIGERLy propose qu'en cas de dépassement des délais précités imputables au gestionnaire et impactant financièrement l'utilisateur, la CRE prévoit le versement d'une indemnité forfaitaire par le gestionnaire à l'utilisateur. Le gestionnaire serait ainsi contraint non seulement à un objectif mais aussi à une obligation de résultat.
2. Concernant les prestations annexes qui font l'objet d'une réalisation à une « date convenue » avec le demandeur, le SIGERLy propose que la CRE précise un délai maximum au-delà duquel tout dépassement du gestionnaire ferait l'objet du versement d'une indemnité forfaitaire par le gestionnaire à l'utilisateur. Cette proposition vise à rétablir un équilibre plus « équitable » entre le gestionnaire et l'utilisateur qui a peu de moyen de peser sur le gestionnaire en situation de monopole.
3. Dans le cas d'une intervention « express », le SIGERLy propose que si le gestionnaire annule ou reporte un rendez-vous sur toute intervention prévue à moins de deux jours ouvrés, celui-ci versera une indemnité à l'utilisateur. Cette proposition de réciprocité vise à rétablir une situation dans laquelle seul l'utilisateur est pénalisé puisqu'il supporte des frais lorsqu'il s'est lui-même dédit vis-à-vis du gestionnaire. Le SIGERLy sollicite la même mesure vis-à-vis du gestionnaire dans le cas d'un rendez-vous manqué par celui-ci.
4. Le SIGERLy préconise pour le cas particulier d'un réseau de distribution publique d'électricité implanté sur le domaine privé d'un utilisateur (particulier ou collectivité) qui a fait l'objet d'une convention de servitude de passage, la prestation annexe relative à l'isolation de réseau nu BT par la pose de matériels isolants ne soit pas facturée aux utilisateurs précités qui ont gracieusement mis à disposition du service public leur propriété privée.

Compléments :

- ⇒ Les prestations annexes font parfois référence à des tarifs figurant dans un « canevas technique » dans le cas de facturations sur devis y compris pour les opérations de raccordement. Les dispositions générales figurant dans la décision du 7 août 2009 fixant la date d'entrée en vigueur des tarifs des prestations annexes réalisées sous le monopole des GRD (NOR : DEVE0919004S) précisent : « Les gestionnaires de réseaux publics de distribution publient et communiquent par leur soin à toute personne en faisant la demande l'ensemble des éléments précités ». Le SIGERLy précise qu'il a demandé à plusieurs reprises, notamment par courrier, au gestionnaire ERDF de lui communiquer le canevas technique conformément aux dispositions précitées. Ces demandes ont fait l'objet d'un refus catégorique du distributeur. Le SIGERLy considère que ce refus est une entrave au contrôle

exercé par le délégant et sollicite l'intervention de la Commission de Régulation de l'Energie sur ce point.

- ⇒ Cas de l'abandon de la propriété du dispositif de comptage de l'utilisateur :
« Lorsque le dispositif de comptage en propriété de l'utilisateur fonctionne, la prestation consiste en le transfert administratif de la propriété du dispositif de comptage,...(CC).
Le SIGERLy sollicite que la contre-valeur du transfert soit valorisée au compte-droit du concédant.
- ⇒ A noter que les autorités organisatrices de la distribution sont tributaires des délais imposés par le gestionnaire de réseau dans le cas d'une demande de mise en service d'un ouvrage du service public de la distribution d'électricité. Les rendez-vous fixés par le gestionnaire à l'entreprise prestataire des travaux sont parfois « manqués » par le gestionnaire et pénalisent financièrement les entreprises qui ont mis en œuvre pour l'occasion des moyens humains et techniques non négligeables. La mise en œuvre d'une indemnité compensatoire pour manquement par l'une ou l'autre des parties permettrait de marginaliser notoirement ces situations.

Question 3 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé » ne doit pas être révisé avant de disposer d'un retour d'expérience concernant, d'une part, l'effet des dispositions introduites par la loi n°2013-312 du 15 avril 2013 sur le volume de demandes de coupures à la sortie de l'hiver et, d'autre part, sur les mesures prises par ERDF pour y faire face ?

Le SIGERLy partage l'analyse de la CRE selon laquelle le délai de réalisation de la prestation « intervention pour impayé » ne doit pas être révisé avant de disposer d'un retour sur l'hiver 2013/2014.

Question 4 : Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la création de la prestation « correction d'index de mise en service, de résiliation ou de changement de fournisseur » permettrait une facturation au plus près de la consommation réelle des utilisateurs ?

La présentation de la demande d'ERDF telle qu'elle est décrite dans la consultation ne permet pas d'appréhender le besoin réel du consommateur puisqu'elle ne fait état d'aucune statistique de la nécessité de mettre en œuvre cette prestation. En conséquence, le SIGERLy ne peut se prononcer sur l'analyse de la CRE et s'oppose à la demande d'ERDF.

Question 5 : Etes-vous favorable à la tarification proposée par ERDF ?

Sans objet (voir réponse à la question 4).

Question 6 : Pensez-vous que la résiliation à l'initiative du fournisseur doit rester payée par l'ensemble des utilisateurs de réseau et non pas par les fournisseurs ou consommateurs qui en font la demande ?

Compte-tenu du contexte de précarité énergétique actuel, le SIGERLy préconise que cette prestation ne soit pas modifiée. Le SIGERLy regrette que la consultation publique ne fasse pas état de statistiques précises (fréquence, conséquence financière) de la part du gestionnaire sur cette problématique.

Question 7 : Etes-vous favorable à la demande d'ERDF de création d'une prestation « accompagnement multi-raccordement » et à la tarification proposée par ERDF ?

Le SigerLy est réservé sur la création d'une telle prestation et craint que celle-ci ne fasse l'objet parfois d'une double facturation de certains éléments constitutifs de celle-ci. La description de certaines prestations telles qu'elles existent dans le barème pour la facturation des raccordements validé par la CRE définit déjà un socle de concertation entre le pétitionnaire et ERDF.

De plus, la CRE souligne le côté aléatoire et l'incertitude sur les potentielles économies d'échelle engendrées par cette proposition.

Le SigerLy dans le cadre de son activité n'a pas eu connaissance d'un réel besoin du marché d'affaires à solliciter cet accompagnement. De plus ERDF est régulièrement présent dans les réunions de concertation qui sont organisées par les collectivités en charge de l'urbanisme et les professionnels dans le cadre de l'instruction des autorisations d'urbanisme. Il existe déjà chez ERDF des interlocuteurs référents ou privilégiés dans l'accompagnement de ces projets.

Question 8 : Etes-vous favorable aux demandes d'ERDF de modification des descriptifs de ces prestations ?

- ⇒ 5.1 Le SigerLy propose « mise en service d'un raccordement nouveau »
- ⇒ 5.2 Favorable à la proposition
- ⇒ 5.3 Le SigerLy propose « Etude spécifique de raccordement ou reprise d'étude » en conservant le texte initial suffisamment clair
- ⇒ 5.4 Favorable sous réserve de préciser « sauf souhait contraire de l'utilisateur signifié par écrit »

Question 9 : Etes-vous favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations ?

Question 10 : Etes-vous favorable aux principes proposés par la CRE pour encadrer les expérimentations ?

Réponse globalisée pour les questions 9 et 10

Le SigerLy est favorable à la mise en place d'un cadre permettant aux gestionnaires de réseaux d'électricité de mener des expérimentations selon les conditions énoncées par la CRE mais s'interroge sur le financement de telles expérimentations. Le SigerLy souhaite qu'à minima la FNCCR soit associée à la concertation, identifiée en qualité d'acteur du marché et soit associée au retour d'expérience.

Question 11 : Que pensez-vous de la proposition d'ERDF d'un tarif unique de prestations annexes indépendamment du compteur dont sont équipés les utilisateurs pendant la phase de déploiement massif des compteurs ?

Question 12: Parmi les deux options de tarification identifiées par la CRE, laquelle vous semble la plus adaptée ?

Question 13 : Estimez-vous que d'autres options de tarification pourraient être envisagées ? Si oui, lesquelles ?

Réponse globalisée pour les questions 11, 12 et 13 :

L'étude technico-économique demandée par la CRE a montré que le projet *Linky* est quasiment à l'équilibre (+ 0,1 Md€) pour l'activité de distribution. Le projet de déploiement a été validé par la CRE à cette condition.

Le SigerLy considère que sur les bases des décisions exposées ci-avant, l'utilisateur ne doit pas supporter via le tarif d'acheminement la charge du déploiement de Linky y compris pour les investissements liés au développement des systèmes d'information.

Afin d'éviter une différenciation entre les usagers équipés Linky ou non lors de la phase déploiement, le SigerLy préconise une répartition uniforme des gains sur l'ensemble des usagers.

Afin de mesurer le retour des gains attendus progressivement sur la période, conformément à l'étude technico-économique de la CRE, le SigerLy propose que le distributeur rende compte annuellement à la CRE du bilan de toutes les prestations, charges et investissements de manière détaillée et transparente. Ces bilans seront ensuite publiés annuellement par la CRE afin qu'ils soient accessibles à tous.

Le SigerLy considère que ce suivi permettra régulièrement de mesurer les éventuelles dérives constatées lors du déploiement et de proposer des correctifs.

Le SigerLy propose qu'à l'issue de la période de déploiement, le bilan global du retour d'expérience en lien avec l'étude technico-économique initiale soit publié en toute transparence.

Le SigerLy souhaite attirer de nouveau l'attention de la CRE sur la problématique de l'éclairage public lors du déploiement de Linky et précise qu'il sera très attentif à son traitement par le distributeur.

Question 14 : Etes-vous favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué ?

Le SigerLy est favorable à ce que la prestation de changement de puissance ne soit pas facturée lorsque celle-ci est demandée par l'utilisateur à la suite de l'installation d'un compteur évolué et de manière générale pour toute prestation liée à la pose du compteur Linky en remplacement d'un comptage existant.

Le SigerLy préconise que cette prestation ne soit pas facturée sur une période minimale d'un an après la pose du compteur évolué, le temps pour l'usager de se familiariser avec son fonctionnement. L'accompagnement du distributeur sur cette période est incontournable. Il est primordial de créer un climat de confiance avec l'usager lors du déploiement pour une meilleure acceptabilité du compteur évolué.

Au vu de l'enquête menée par l'association de consommateur UFC Que Choisir, le SigerLy est favorable à la mise en place d'un accompagnement tarifaire pour le choix du juste calibrage de la puissance pendant la période précitée.

Le SigerLy propose à la CRE d'expérimenter une modification des tranches de puissances liées à l'abonnement permettant la facturation au plus près des besoins de l'usager (au travers de la courbe de charge, l'utilisateur sera mieux sensibilisé).

Question 15 : Estimez-vous que d'autres prestations doivent bénéficier d'un traitement spécifique lorsqu'elles sont demandées par l'utilisateur à la suite de la pose d'un compteur évolué ?

Comme précisé dans les réponses aux questions 11 à 13, le SigerLy considère que les charges doivent être couvertes par le TURPE.

Question 16 : Pensez-vous que la tarification des prestations annexes, une fois les compteurs évolués déployés, doit inclure certains coûts fixes tels que ceux liés aux systèmes d'information utilisés pour la réalisation des prestations ?

Le SigerLy estime que les coûts fixes tels que ceux liés aux systèmes d'information doivent être pris en charge et mutualisés dans le cadre du TURPE. Pour rappel, les coûts évités de certaines opérations consécutifs à la mise en œuvre du compteur évolué ne doivent pas faire l'objet d'une facturation en prestations annexes.

Villeurbanne, le 20 décembre 2013